

UNITÉ

Le Journal des jeunes de Forces Militantes pour la Démocratie et le Socialisme

"La jeunesse est la flamme de la révolution" *Karl Liebknecht*

Pour Faire Gagner la Gauche !

Le choc du 21 avril 2002 a plongé le salariat de notre pays dans cinq années de régression sociale. Les attaques de la droite auront été incessantes. Face à cela le salariat a su se mobiliser à plusieurs reprises et ce de manière de plus en plus déterminée. Ainsi après la casse des retraites, des services publics, la baisse du pouvoir d'achat, etc... Il a su relever la tête pour infliger une claque électorale à la droite aux régionales. Sont venues ensuite les victoires sur le Traité Constitutionnel Européen et sur l'abrogation du Contrat Première Embauche qui ont donné lieu à une formidable prise de conscience des enjeux de notre société et de la mondialisation.

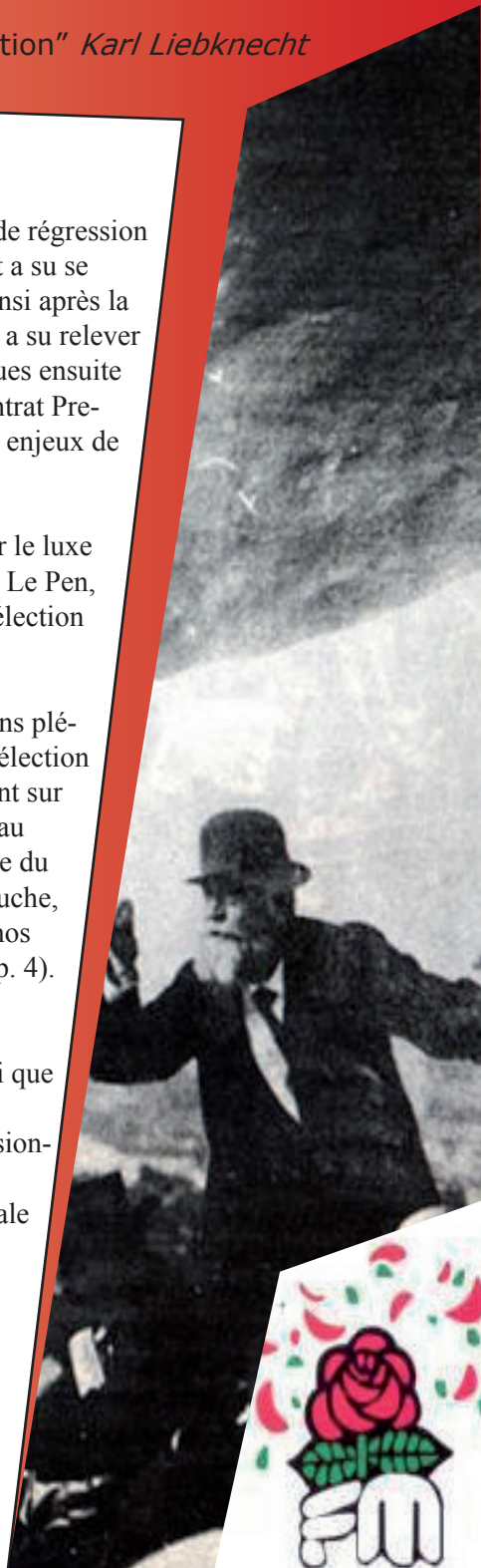
Ces salariés et ces jeunes comprennent aujourd'hui qu'ils ne peuvent se payer le luxe de supporter cinq ans de libéralisme de plus, que ce soit à la sauce fasciste de Le Pen, ou à la sauce néo-libérale de Sarkozy et de son *alter ego* Bayrou (page 2). L'élection présidentielle doit mettre fin au règne de la droite !

Le choix du candidat pour la gauche est en réalité simple, d'un côté nous avons pléthore de candidat « anti-libéraux » qui bien qu'ayant compris les enjeux de l'élection et les attentes du peuple sont incapable de par leur division de peser réellement sur la présidentielle. La seule candidature capable de redonner une bouffée d'air au peuple de gauche est Ségolène Royale. Et même si sur le papier le programme du Parti Socialiste peu apparaître comme en deçà des exigences du peuple de gauche, la victoire aux présidentielles nous permettra de ne plus seulement défendre nos acquis mais d'en conquérir de nouveaux (rappelons nous le Front Populaire, p. 4). C'est pourquoi notre devoir est de toujours porter haut nos exigences de :

- Reconquête des services publics : Education, Recherche, Santé...
- Redistribution des richesses : Revalorisation du SMIC à 1500 Euro net ainsi que des Salaires et des Retraites.
- Création de nouveaux droits : Allocation autonomie, sécurité sociale professionnelle...
- Reconquête de la démocratie : Une VIème République Parlementaire, Sociale et Laïque, installée par une constituante élue à la proportionnelle.

Aucun candidat en dehors de Ségolène Royal, sous pression du salariat, ne peut aujourd'hui mettre en application ce programme, il nous incombe plus que jamais de rassembler toute la gauche derrière sa candidate pour imposer l'alternative dans la dynamique de son élection.

**Pour battre la droite, Pour faire gagner notre camp,
Votons Ségolène Royal dès le 1er tour !**



François Bayrou, le braqueur du centre.

Au début, ça faisait rire. Ensuite, ça nous a laissé sceptique. Désormais que l'hypothèse de son élection à la présidence de la République est crédible, on se demande si on est bien en France, ou si le plus gros navet de l'histoire politique de ce pays n'est pas en train de s'écrire.

Son programme, à Bayrou, est un abysse insondable: faire travailler «les meilleurs ensemble». Par «meilleurs», naturellement, il entend tous ceux qui étaient proches du centre dans les précédents gouvernements de droite et de gauche. Pourquoi n'y avons nous pas pensé! Si ces gouvernement ont largement échoués, c'est tout simplement que les centristes qui s'y trouvaient étaient mal accompagnés! A trop travailler avec des tocquards, on obtient des résultats de tocquards! D'où l'idée de prendre les «meilleurs». La nouvelle méritocartie politique aurait pour socle le centre. Mais c'est quoi le centre? C'est une région, un point géométrique, il peut être commercial ou bien bancaire... mais en politique? La meilleure manière de le savoir reste d'aller voir quelle gueule il a, ce centre, où il cartonne en ce moment. Figurez-vous que la méthode Bayrou, elle est appliquée diversement tout près d'ici.

Allemagne: pour faire face à une chambre introuvable lors des dernières élections au Bundestag, une coalition nationale a vu le jour, où tous les «meilleurs de droite et de gauche», comme dirait le béarnais, ont été mis dans le même gouvernement. Résultat: une bonne vieille politique de droite, bien antisociale, qui applique à la lettre le programme des libéraux en matière de disparition des services publics, d'assèchement des salaires, de réduction du code du travail à une peau de chagrin etc...

Italie: Pour battre «Il Cavaliere» Berlusconi, la gauche s'est mise sagement sous la bannière de «Mortadelle» Prodi, le Bayrou local. Résultat: une politique de droite. Les partis de gauche, comme Rifondazione (PC), se taisant piteusement de peur d'être accusés d'être à l'origine du retour de Berlusconi aux Affaires.

En politique, le centre mène toujours à droite, c'est un principe qui se vérifie à chaque expérience. Ceci étant dit, Bayrou n'en fait pas un moins un tabac! La raison de cette réussite est malheureusement très simple: Ségolène ne fait pas recette auprès de l'électorat de gauche, qui s'amuse à se faire peur en se disant que, pourquoi pas, le centriste, après tout, quitte à élire quelqu'un qui s'en tape des électeurs... Le problème est bien l'orientation pas franchement Révolutionnaire de la camarade Royal qui ne cherche pas à se mettre au diapason de l'électorat de gauche, celui-là même qui a asséné des raclées électorales à la droite aux élections régionales et européennes. Il suffirait pourtant de peu: abrogation des lois sur les retraites, la sécu, la sécurité et la justice, l'école; bref, balayer les cinq années catastrophiques que nous venons de vivre et s'engager dans la transformation sociale, celle désirée par les travailleurs de ce pays qui l'ont largement exigée dans toutes les mobilisations et luttes de ces dernières années. Bayrou s'en fout des aspirations majoritaires du peuple, Bayrou se cherche un destin, il est comme les autres touché par le «syndrôme bonaparte» bien connu chez les leaders politiques sous la Ve République. Tient, j'entend dire qu'on parle de VIe chez Royal... c'est pas encore la Sociale, énième entourloupe que cette proposition, mais le combat pour la Sociale est un combat deux fois centenaire dans ce pays, et elle ne viendra ni du centre ni de la droite, ce sera à nous de l'imposer... Aujourd'hui, cela commence commence par virer la droite, Bayrou compris.

Bayrou en bref

Pour savoir qui est vraiment un homme, il faut regarder son œuvre.

Politiquement, Bayrou n'aura pas laissé grand chose dans sa vie pour l'instant. La fondation de l'UDF avec l'ami des travailleurs qu'est Alain Madelin et la tentative de réforme de la loi Falloux. Nommé en 1993 Ministre de l'Éducation d'Edouard Balladur, il veut alors intégrer au budget de l'État les investissements et la construction des établissements d'enseignement confessionnel, et intégrer à l'Éducation nationale les enseignants du privé. Bref, faire rentrer le loup dans la bergerie en entamant la destruction de l'école laïque. Bayrou est un cul-béni doublé d'un clérical. Le 24 janvier 1994, un million de Français manifestent pour défendre l'école laïque et Bayrou doit retirer son projet. Les enseignants devraient se rappeler que Bayrou les a poussés à défendre la loi Falloux, loi anti-laïque, pour éviter qu'elle ne soit aggravée!

Certes, les hommes changent, peuvent changer, et il faut laisser ce crédit à tout individu. Bayrou, l'ancien ministre de Balladur, qui a soutenu celui-ci à la présidentielle de 95 aux côtés de Sarko, puis ministre de Juppé jusqu'en 97, semble moins excité que Sarkozy dans le registre droitier. Mais il ne fera croire à personne avec son passé politique et ses hauts-faits qu'il est prêt à mener une politique de gauche.

Si nous appelons à voter franchement Ségolène Royal dès le premier tour, nous ne sommes pas pour autant les Ségolobéats de la ségosphère...

Analyse, sur quelques points exhaustifs, de la sauce à laquelle la jeunesse risque d'être mangée.

Sarkozy, entre poudre aux yeux et boulets rouges sur la «génération CPE».

- Un peu de poudre aux yeux : une "carte" 12-25 ans, "permettant d'accéder à coup réduit sur tout le territoire européen au réseau ferroviaire, aux musées, aux sites et monuments du patrimoine européen"...merci, il s'agit bien de la carte d'identité, qui aujourd'hui déjà permet de tels accès à la culture, en France et en Europe, et souvent gratuitement...

- Sarkozy propose aux étudiants deux types d'aides pour financer leurs études : les bourses, et le prêt à taux zéro. S'appuyant sur le rapport Wauquiez, Sarkozy présente quelques modifications du système des bourses; il s'agit là de redistribuer autrement l'argent, sous couvert d'une aide à un plus grand nombre. S'alarmant des « vertigineux » 4.5 Mds d'euros dépensés pour les aides (budgétaires, fiscales et sociales) aux étudiants en 2004, Wauquiez propose non d'augmenter le montant total de ces aides mais une « allocation d'études remboursable pour tous » qui correspond au « contrat d'autonomie avec l'Etat » de Sarkozy : un prêt à taux zéro pour que les étudiants puissent financer leurs études. Jolie autonomie que de faire un emprunt...qu'il faudra rembourser. Jolie morale capitaliste qui en quelques années est passée du "travaille et tu seras riche" au "travaille et tu pourras nous rembourser".

- Pour les jeunes cherchant un travail, Sarkozy propose également un "contrat d'autonomie avec l'Etat" : une rémunération pour rechercher un emploi...à rembourser. La crise du CPE ne lui a donc pas fait comprendre que ce que cherchent jeunes et chômeurs, c'est un emploi stable, tout de suite, et non une dette à contracter ?

- Quant au statut des universités, des « moyens supplémentaires » seront accordés aux « universités qui s'engagent sur la voie de l'autonomie », « le financement de l'enseignement supérieur par l'Etat prendra en compte les résultats des établissements et des filières dans l'insertion professionnelle des étudiants ». Au « retrait du système LMD » inscrit sur la plateforme de Toulouse lors du mouvement du CPE, Sarkozy répond par une volonté d'autonomie toujours plus grande des universités qui aura entre autre pour conséquence : la disparition des petites universités, moins compétitives, l'exacerbation de la compétition entre les universités, leur soumission aux besoins des entreprises en exerçant une pression financière, ce qui ne peut qu'aboutir à favoriser les études courtes et à étouffer encore plus la recherche fondamentale.

Ségolène Royal a entendu la jeunesse mais lui répond qu'a demi mot.

- Si Sarkozy ne propose rien en matière de santé, Royal propose "la gratuité totale des soins pour les moins de seize ans et la carte santé pour les jeunes de 16 à 25 ans" ainsi que le "droit à la contraception gratuite pour toutes les jeunes filles de moins de 25ans". Si l'on peut saluer cette volonté

en matière de santé, une première

question est de savoir qui paye ? La sécurité sociale?

Entendu, mais il faudra alors ne pas oublier de supprimer les exonérations de charge. Une carte santé? à la place de la couverture de la sécurité sociale (et de ses avantages) ou en plus ?

- "Des sanctions financières pour les entreprises qui abusent des stages et des emplois précaires", vague et insuffisant terme que la notion d'abus...n'est-il pas plus simple d'exiger que les stagiaires aient les mêmes droits que tous les travailleurs, et de supprimer toutes les formes précaires d'emploi (le CDI pour tous?). On reconnaîtra à Royal d'avoir la sagesse de ne pas proposer comme l'UMP la multiplication des stages tout au long de la scolarité.

- "Une allocation d'autonomie pour les jeunes, sous condition de ressource" : il s'agirait donc d'un système de bourse étendu aux non étudiants...mais ce que veulent les jeunes travailleurs, c'est un emploi stable et justement rémunéré, ce que veulent les étudiants c'est pouvoir étudier sans avoir à travailler pour joindre les deux bouts, donc une allocation d'autonomie mais la même pour tous et indépendamment du revenu familial et d'un montant qui permet de vivre et d'étudier correctement.

Le Service Civique Obligatoire : une nouvelle machine pour apprendre aux jeunes à bien se tenir.

Le 17 novembre 2005, en pleine crise des banlieues, le journal "la Vie", lançait une pétition à signer proposant d'instaurer un service civique obligatoire. Signé aussitôt par de nombreux députés de tous les partis politiques, dont Royal, Bayrou et Sarkozy, le SCO, "fondé sur la mise en œuvre de l'idée de fraternité et de solidarité", prit forme : tout jeune entre 18 et 25 ans devra fournir un travail gratuit (indemnisé, par exemple de 300 euros par mois dans le programme du PS) dans les secteurs de l'éducation (soutiens scolaire), dans les hôpitaux, en animation, et même dans les entreprises (orientées recherche et développement).

Mais quelle leçon de solidarité, de fraternité aurait donc à recevoir une jeunesse qui en 2006 réussissait à réunir autour d'elle et faire sortir dans la rue 2 millions de personnes ? Comment la jeunesse pourrait-elle accepter de travailler gratuitement, comblant ainsi les postes vacants et manquants dans de nombreux secteurs (hôpitaux), substituant à des emplois qui devraient être créés son travail gratuit, empêchant l'embauche de jeunes au chômage? Tous les partis ont à leur programme le SCO; la colère qui monte chez les jeunes fait que la mise en place du SCO prendrait des formes diverses dont nous ne devons pas être dupes (service civique volontaire puis obligatoire pour Sarkozy et Royal). La colère manifeste du MJS a eu pour conséquence la disparition, dans le discours à la jeunesse faits par Royal à Grenoble, dans les 100 propositions de Villepinte, du terme « service civique ». Mais ce projet est toujours d'actualité, notamment dans le rapport Kouchner. C'est en nous exprimant dès aujourd'hui contre le SCO et contre toute autre forme de service civique que nous seront à même de faire avorter sa mise en place.

S'il veut que les étudiants votent pour sa candidate, le PS doit mettre en avant des revendications clairement distinctes de celles de Sarkozy (et de Bayrou), et éliminer ainsi de son programme le prêt à taux zéro (qu'il faudra rembourser), proposer l'abrogation de la réforme LMD, rejeter toute autonomie des universités (Royal parle d'«autonomie dans un cadre national»).

Les élections ne sont qu'un moment du combat politique, mais un moment essentiel.

Dans l'histoire de la gauche française, le Front populaire et ses grandes conquêtes sociales demeurent une référence plus de 70 ans après.

En cette période de campagne électorale, se replonger dans cette époque pour en tirer toutes les leçons est d'une grande utilité.

La victoire électorale du Front populaire se déroule dans un contexte marqué par la menace fasciste d'une part et une combativité ouvrière importante face à la crise économique d'autre part. Après le coup de force manqué des ligues d'extrême droite le 6 février 1934, les partis de gauche et les organisations syndicales décident de s'unir pour résister au danger fasciste. Le programme du Front populaire est avant tout un projet de défense des libertés républicaines et ne comporte pas de mesures sociales significatives. Cependant, la réunification de la CGT, la radicalisation de la SFIO sous la pression de son aile gauche alors conduite par Marceau Pivert et la dynamique créée par l'unité des organisations ouvrières permettent à la gauche de relever la tête.

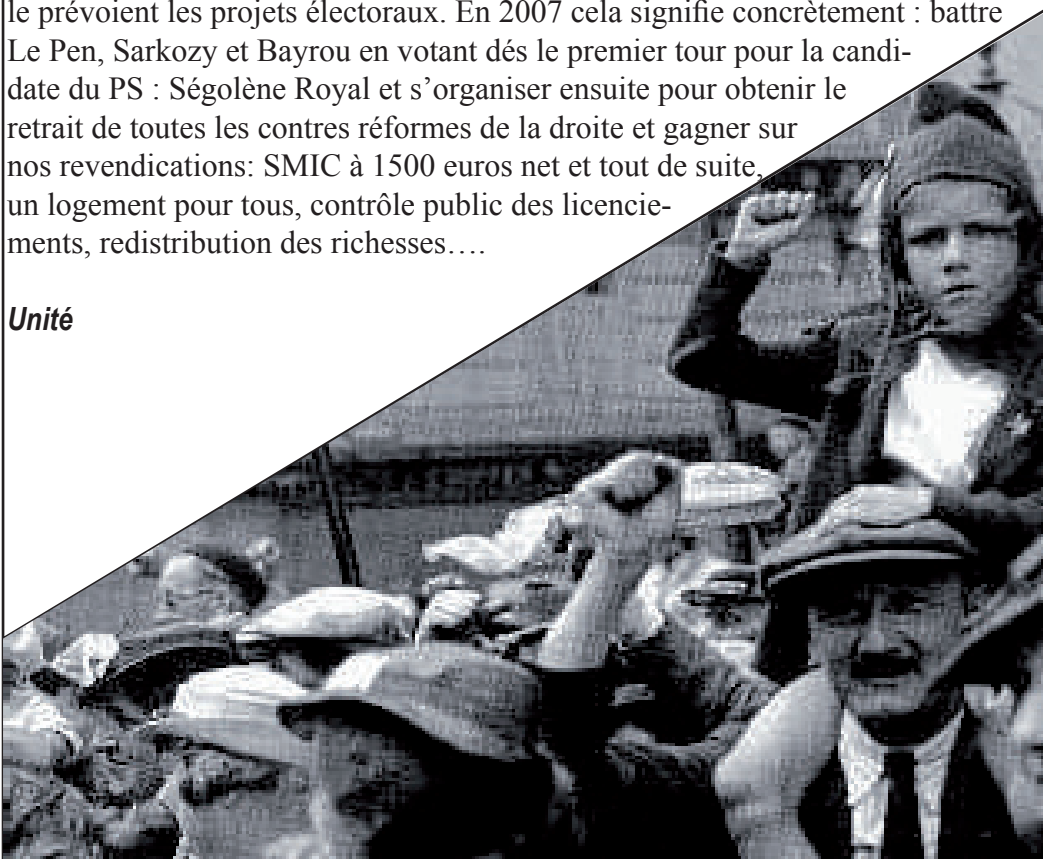
C'est dans ce contexte que les candidats du Front populaire remportent les législatives du printemps 1936 et que Léon Blum devient le 1er socialiste chef du gouvernement en France le 4 juin.

Grâce à cette victoire politique obtenue contre la droite et les fascistes, la classe ouvrière comprend qu'une victoire sociale est à portée de main. « Tout est possible » écrit Pivert, les masses l'ont compris mieux que les appareils, notamment le PC qui freine le mouvement sur ordre de Staline. Les usines sont occupées, la grève se répand comme une traînée de poudre et le gouvernement Blum est sommé de prendre de mesures fortes et significatives.

Alors que cela n'était pas prévu dans le projet du Front Populaire, le gouvernement accorde les 40 heures, les 2 semaines congés payés et d'importantes hausses de salaires. Le rapport de force créé avec le patronat permettait-il d'aller plus loin ? Probablement mais la lutte des ouvriers, rendue possible par la victoire électorale de la gauche, avait payé ! Le gouvernement de gauche a été entraîné plus loin qu'il ne l'avait prévu au départ par la pression qu'ont exercé sur lui la grève et les occupations d'usines. 70 ans plus tard... belle leçon ! La défaite électorale de la droite est toujours le préalable à de possibles conquêtes sociales. La dynamique sociale engendrée par la victoire des forces de la gauche permet souvent d'aller plus loin que ne le prévoient les projets électoraux. En 2007 cela signifie concrètement : battre

Le Pen, Sarkozy et Bayrou en votant dès le premier tour pour la candidate du PS : Ségolène Royal et s'organiser ensuite pour obtenir le retrait de toutes les contres réformes de la droite et gagner sur nos revendications: SMIC à 1500 euros net et tout de suite, un logement pour tous, contrôle public des licenciements, redistribution des richesses....

Unité



Comité de Rédaction

Laure Jinquot
Jean-François Claudon
Julien Guérin
Laurant Johnny
Renaud Chenu
Ernest Simon
Yoann Rouvière

Numéro 2, Mars 2007

adresse:

Unité/ co Renaud Chenu
121, rue Championnet
75018 Paris

adresse e-mail:

unite_journal@yahoo.fr

Anciens numéros: téléchargeable sur:

www.democratie-socialisme.org/

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.

Bimensuel